

# BILAN DES POLITIQUES SECTORIELLES ENVIRONNEMENTALES EN TUNISIE DEPUIS LA DÉCENNIE 90 : APPROCHE CARTOGRAPHIQUE

**Nadia SAHTOUT** est docteure en géographie de l'Université Paris IV-Sorbonne, où elle a soutenu une thèse en mars 2011 sur l'eau et la ville dans le Grand Sousse. Chercheuse associée à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, elle participe au programme MerSI-AUF, piloté par le Cedej : « *Ville durable au sud de la Méditerranée* ».



© babnet.net

Comme l'a souligné Henda Gafsi<sup>1</sup>, la décennie 90 a été celle du développement durable en Tunisie. En atteste le 8<sup>ème</sup> Plan (1992-1997), qui le premier, intègre le développement durable et consacre tout un chapitre à l'environnement. Le contexte international aura largement contribué à l'émergence d'une véritable politique environnementale en Tunisie, mais aussi dans le reste du monde, à travers le foisonnement de conventions internationales en faveur du développement durable.

L'enjeu de la durabilité dans les villes prend tout son sens à la lumière d'un rapport des Nations Unies publié le 24 mars 2004, selon lequel en 2007, plus de la moitié de la population mondiale vivra dans les villes : « Ce sera la première fois dans l'histoire de l'humanité que le nombre de citadins dépassera le nombre de ruraux », note ce rapport.

Mes travaux de recherche dans le cadre d'une thèse récemment soutenue avaient déjà tenté de mettre en exergue la pression exercée par la démographie, l'urbanisation et les activités économiques sur les ressources en eau dans les villes, en prenant l'exemple du Grand Sousse, en Tunisie littorale<sup>2</sup>.

Par ailleurs, l'eau n'est pas la seule ressource mise en péril dans ce contexte de forte augmentation de la population et des activités économiques dans les zones urbaines. La vitesse de l'expansion urbaine a davantage amplifié la pression sur l'environnement en général, en termes certes d'épuisement des réserves en eau douce, mais aussi de hausse de la consommation d'énergie, de la pollution de l'air. Cette dernière est liée principalement aux

transports, à une recrudescence de déchets solides, à la détérioration du littoral, à la dégradation de la qualité de l'air et des sols, ainsi que de celle du paysage urbain et de ses périphéries.

C'est dans le cadre du **programme AUF-Cedej « Ville durable au sud de la Méditerranée »**, que s'insère mon étude sur le bilan des actions environnementales dans les villes tunisiennes, et tout particulièrement à partir d'une approche approfondie de certaines politiques environnementales sectorielles majeures, le plus souvent portées par des acteurs publics.

Nous avons ainsi pu collecter une importante documentation, questionner des personnes ressources, et visiter des sites concernés, par exemple, par des opérations d'enrayement de la croissance de l'habitat spontané. L'objectif de l'Agence de Réhabilitation et de Rénovation Urbaine (ARRU) était à ce propos de résoudre les problèmes inhérents au développement urbain à travers des projets d'assainissement et de développement urbain. L'habitat n'est pas le seul défi qui se pose aujourd'hui à la ville pour accéder à une plus grande durabilité. Ainsi, nous accordons une large part dans nos recherches, au recensement des actions concrètes, à travers notamment les différents programmes de l'ANPE, de l'ANME, de l'ONAS, de l'ANGED... sur le milieu naturel, l'espace et les ressources dans les secteurs urbains. Une attention toute

particulière a été consacrée à l'identification des expériences pilotes, ainsi qu'à leur mode de financement. Une localisation, à travers l'outil cartographique doit permettre d'alimenter notre réflexion sur l'état des lieux de la décentralisation de l'action environnementale à l'échelle régionale et locale.

Les premiers résultats de nos investigations nous ont permis de constater que, dans un premier temps, les politiques urbaines n'ont jamais été aussi attentives à améliorer la qualité et les conditions de vie de la population, ainsi qu'à équilibrer les différents quartiers au sein de la ville. Mais dans un second temps, on voit que ces politiques urbaines nécessitent de renforcer leur cohérence, afin d'atteindre un niveau optimal de développement urbain durable. En effet, la notion même de « ville durable » invite à repenser la ville dans une approche plus intégrée, en tenant compte de la nécessaire interdépendance des actions environnementales.

**Nadia SAHTOUT**

1. Gafsi Henda, Histoire de l'évolution du domaine « Environnement en Tunisie » (Problèmes, acquis, défis), 9 janvier 2010.

2. Sahtout Nadia, *L'eau et la ville en climat semi-aride : vers la gestion intégrée de la ressource. Exemple du Grand Sousse en Tunisie littorale*. Université Paris IV-Sorbonne, Institut de Géographie, mars 2011.

**APPEL À  
CANDIDATURES**

**2 bourses doctorales (1 à 3 mois) sont mises à disposition du 15 novembre 2011 au 15 février 2012 par l'IRMC dans le cadre de sa mission régionale de développement de la recherche avec l'Algérie.** Ces bourses

s'adressent aux doctorants et post doctorants résidant en France ou en Algérie, et engagés dans une recherche de thèse ou de post doctorat intégrant une approche comparée entre l'Algérie et la Tunisie, voire la France, et désirant y mener des enquêtes. Toutes disciplines en sciences humaines et sociales.

Pour tous renseignements, se reporter au site internet et contacter le secrétariat de l'IRMC : (00 216) 71 796 722 ou écrire à M. le Directeur de l'IRMC, [direction@irmcmaghreb.org](mailto:direction@irmcmaghreb.org).